



**GLOBAL COMMISSION ON
INTERNATIONAL MIGRATION (GCIM)**

COMMISSION MONDIALE SUR LES MIGRATIONS INTERNATIONALES (CMMI)
COMISIÓN MUNDIAL SOBRE LAS MIGRACIONES INTERNACIONALES (CMMI)
www.gcim.org

GLOBAL MIGRATION PERSPECTIVES

No. 54

November 2005

**Migrations internationales estudiantines,
internationalisation de l'enseignement supérieur
et fuite des cerveaux**

Ibrahima Amadou Dia

Doctorant en sociologie à l'université de Genève

ibadia@bluewin.ch diaibra9@etu.unige.ch

Global Commission on International Migration
1, Rue Richard Wagner
CH:1202 Geneva
Switzerland

Phone: +41:22:748:48:50

E:mail: info@gcim.org

Web: <http://www.gcim.org>

Global Commission on International Migration

In his report on the 'Strengthening of the United Nations - an agenda for further change', UN Secretary-General Kofi Annan identified migration as a priority issue for the international community.

Wishing to provide the framework for the formulation of a coherent, comprehensive and global response to migration issues, and acting on the encouragement of the UN Secretary-General, Sweden and Switzerland, together with the governments of Brazil, Morocco, and the Philippines, decided to establish a Global Commission on International Migration (GCIM). Many additional countries subsequently supported this initiative and an open-ended Core Group of Governments established itself to support and follow the work of the Commission.

The Global Commission on International Migration was launched by the United Nations Secretary-General and a number of governments on December 9, 2003 in Geneva. It is comprised of 19 Commissioners.

The mandate of the Commission is to place the issue of international migration on the global policy agenda, to analyze gaps in current approaches to migration, to examine the inter-linkages between migration and other global issues, and to present appropriate recommendations to the Secretary-General and other stakeholders. The Commission's report was published on 5 October 2005 and can be accessed at www.gcim.org.

The research paper series 'Global Migration Perspectives' is published by the GCIM Secretariat, and is intended to contribute to the current discourse on issues related to international migration. The opinions expressed in these papers are strictly those of the authors and do not represent the views of the Commission or its Secretariat. The series is edited by Dr Jeff Crisp and Dr Khalid Koser and managed by Nina Allen.

Potential contributors to this series of research papers are invited to contact the GCIM Secretariat. Guidelines for authors can be found on the GCIM website.

Introduction

Les migrations estudiantines se sont accrues considérablement ces dernières années dans un contexte marqué par l'internationalisation de l'éducation¹ et le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication. L'intégration du marché mondial a des incidences sur le système éducatif. Depuis les années 90, cette internationalisation de l'éducation s'est accélérée. La croissance économique observée dans les pays de l'OCDE, la profusion d'Internet et les politiques migratoires attractives à l'endroit des migrants qualifiés ont contribué à une croissance de la mobilité internationale du personnel qualifié. Pour les pays d'accueil, la mobilité estudiantine et les échanges interfacultaires sont considérés comme des vecteurs de l'internationalisation du savoir. La mobilité internationale estudiantine est perçue comme un facteur de brassage culturel et d'enrichissement mutuel entre pays d'origine et pays d'accueil. Elle peut être un facteur de renforcement du capital humain, en même temps elle peut favoriser l'accès des travailleurs qualifiés du Sud au marché international du travail. Quant aux pays d'origine, les bénéfices escomptés sont en termes de transfert de technologie, de développement du capital humain et de fertilisation de la recherche scientifique et technologique (Tremblay, 2005: 196-228).

Malgré l'importance de ce phénomène, la question des migrations estudiantines n'occupe pas une large place dans la littérature spécialisée sur les migrations internationales. La question de la mobilité estudiantine est traitée de façon sommaire ou à travers des généralités (par exemple, Asian Student Migrations). Les spécialistes font souvent allusion à cette thématique pour autant qu'ils s'intéressent à la question de la fuite des cerveaux. Rares sont les analyses qui considèrent les migrations internationales estudiantines comme une construction socioculturelle (King and Ruiz-Gelices, 2003: 229-230).

La définition des notions de mobilité et d'étudiant varie d'un pays à un autre. Le rapport sur la mobilité internationale estudiantine en Grande Bretagne² définit la mobilité internationale estudiantine comme la migration dans le cadre des études, selon une période qui peut être courte ou longue. Elle implique aussi un déplacement pour bénéficier d'une expérience ou d'un placement professionnel ou selon des motifs personnels. En outre, la typologie de la mobilité estudiantine dans ce rapport est

¹ L'internationalisation de l'enseignement supérieur s'inscrit dans une mouvance de l'économie mondiale, avec un marché mondial des travailleurs qualifiés en expansion et un système de communication de savoir basé sur l'Internet. L'internationalisation de l'université est toutefois une réalité ancienne. Au 13^e s, les universités de Bologne et de Paris accueillaient des étudiants d'horizons divers de même que certains enseignants étaient des étrangers. La langue de travail était le latin. Grâce à ces universités, des livres en arabe et en grec furent traduits, permettant la découverte de brillantes civilisations. L'université perdit un peu de son cachet international sous l'influence de la Réforme protestante, sans pour autant que les liens internationaux noués par les universités ne cessent. Au 19^e et 20^e s, la mise en place de disciplines scientifiques accrurent le processus d'internationalisation des universités. Celui se poursuit avec le modèle de l'université Humboldtian, la formation des étudiants originaires des anciennes colonies et l'implantation des institutions européennes dans ces pays nouvellement indépendants. Voir Altbach, Philip G & Teichler, Ulrich (2001) "Internationalization and exchanges in a globalized university" in *Journal of Studies in International Education*, vol. 5 n° 1, Spring 2001 pp 5-25 Association for Studies in International Education.

² Voir the Sussex Centre for Migration Research, University of Sussex, and the Centre for Applied Population Research, University of Dundee. (2004) *International student mobility Report* by Commissioned by HEFCE, SHEFC, HEFCW, DEL, DfES, UK Socrates Erasmus Council, HEURO, BUTEX and the British Council July /30 Issues paper

basée sur la classification effectuée par le UK Higher Education Statistics Agency (HESA): mobilité durant la totalité du programme (diploma mobility); ou mobilité concernant une partie du programme (credit mobility); mobilités selon des motifs personnels. La mobilité estudiantine peut être interne, externe, réciproque (programme d'échanges d'étudiants) ou à sens unique (Sussex Centre for Migration Research, University of Sussex, and the Centre for Applied Population Research, University of Dundee, 2004: 11).

King and Ruiz-Gelices (2003: 229-230) distinguent la mobilité estudiantine interne (internal student mobility) et la migration internationale estudiantine (international student migration): le premier cas de figure renvoie à la migration à l'origine vers l'université choisie et une décision de retour ou de non retour à la fin des études alors que dans le second, les migrations internationales estudiantines s'effectuent *durant leurs études*, à l'instar du phénomène «Year Abroad»³ dans les pays de l'Union européenne qui facilitent la mobilité internationale des étudiants durant leurs études.

Cette étude analyse l'impact de l'internationalisation de l'éducation dans les migrations estudiantines, les déterminants et les tendances internationales des migrations estudiantines, le lien entre migration internationale estudiantine et migration scientifique internationale, et suggère dans la partie finale quelques recommandations en terme de politiques.

Du rôle de l'internationalisation de l'enseignement supérieur dans l'accroissement des migrations internationales estudiantines

Selon Altbach et Teichler (idem:6), plusieurs facteurs ont contribué à l'internationalisation du système éducatif: uniformisation du modèle anglo-saxon à l'échelle mondiale, marché mondial «académique» en expansion à la fois pour les étudiants et le personnel qualifié, l'anglais comme langue de communication et d'enseignement, Internet, outil indispensable dans l'enseignement à distance, coopération interuniversitaire (campus «offshore», système d'équivalence des crédits), harmonisation des systèmes éducatifs, des enseignements et des méthodes de mesure et d'évaluation du cursus/progress académique.

Les programmes d'échanges tels qu'Erasmus jouent un rôle important dans cette mobilité (informations et conseils, travail de coordination, choix des priorités et des destinations pour les étudiants et le staff, etc.). Certains pays ont mis en place des agences pour le suivi des échanges, la promotion de la mobilité académique et la coordination des échanges interuniversitaires et intergouvernementales dans ce domaine. Parmi les agences les plus connues, on peut citer Institute of International Education (IIE), l'actuel administrateur du programme Fulbright et le German Academic Exchange Service. Le programme Socrates s'inscrit dans une perspective d'échange et d'innovation des programmes d'enseignement et de formation dans l'espace européen. Ces agences constituent un support et une source d'information pour satisfaire la demande émanant du privé et du public, un support académique et

³ Le phénomène "Year Abroad" renvoie aux mobilités estudiantines au cours de leurs études, surtout au niveau du tertiaire (formation universitaire, institut) dans le cadre des programmes de mobilité entre pays membres de l'Union Européenne tels qu'Erasmus.

administratif pour la mobilité, un mode de recrutement et de gestion de cette mobilité. Cependant, il importe de redéfinir les objectifs et les politiques relatifs à ces échanges dans un contexte mondial mouvant, pour éviter leur dépassement et leur marginalisation (Altbach & Teichler, idem: 9-10).

La politique active de recrutement des étudiants internationaux s'explique par les retombées positives de la mobilité internationale estudiantine sur l'économie nationale et sur les capacités financières et scientifiques des universités et instituts des pays de destination. L'une des sources de financement des universités des pays d'accueil provient des taxes d'inscription et autres taxes universitaires. Cependant, le coût élevé des études dans certains pays peut décourager les étudiants étrangers. Ce nouveau «bazar» qu'est l'internationalisation de l'éducation est caractérisé par la recherche du profit et un manque d'innovation dans les réformes du système éducatif. Le recrutement des étudiants étrangers est dicté par la nécessité économique. La présence massive d'étudiants internationaux est un avantage comparatif important pour les économies et les systèmes éducatifs des pays de destination. Les politiques d'internationalisation de l'éducation sont, dès lors, conçues dans une perspective de mondialisation économique (Matthews, 2002: 379).

Cette internationalisation se manifeste aussi par une délocalisation des universités et des instituts des pays du Nord vers le Sud à travers la *privatisation* des institutions d'enseignement supérieur, le développement de campus off-shore, de programme sandwich où l'étudiant bénéficie d'une cotutelle dans son travail de recherche.

Cependant, les migrations estudiantines entre les pays développés s'accroissent plus vite que les migrations estudiantines entre les pays en développement et les pays développés, du fait du changement de paradigme de la coopération internationale universitaire, centrée de plus en plus vers le Nord même si l'Asie de l'Est apporte une nuance à cette coopération intra-zone. Toutefois, les statistiques montrent que les étudiants du Sud constituent une proportion importante du nombre des étudiants internationaux dans le monde. Cette intensification des échanges entre les universités européennes coïncide également avec une volonté de créer et de consolider des pôles d'excellence pour répondre à la concurrence internationale, notamment des pays anglo-saxons (Etats-Unis) et du Japon. Dans cette course à l'internationalisation, les priorités portent sur la formation aux technologies de pointe qui est l'un des indices de l'attractivité d'une université. Ce recentrage de la migration estudiantine autour de l'Europe entraîne une modification fondamentale du schéma classique de la coopération universitaire Nord- Sud comme un transfert de savoir. Une telle politique vise à renverser la donne démographique (forte représentativité des étudiants d'Asie et d'Afrique) par une augmentation du nombre des étudiants européens (Borgogno, Streiff-Fénart, Vollenweider- Andresen, Simon, 1996: 2-4).

Les réseaux des étudiants internationaux et la multiplication des liens avec les étudiants dans leurs pays d'origine contribuent à l'accroissement du volume de la migration internationale estudiantine. Les réseaux sociaux mis en place par les étudiants étrangers peuvent être des sources d'information et un tremplin pour la mobilité internationale des étudiants restés au pays d'origine, ce qui peut accroître le nombre de candidats au départ. De même, la participation à des programmes d'études, à des réseaux scientifiques, accroît le niveau d'attractivité dans le marché mondial et peut être une motivation à rester dans le pays de destination.

Les compétences linguistiques, la familiarité avec la culture du pays d'accueil et les facilités d'entrée pour les personnes qualifiées ont des incidences majeures sur la migration estudiantine. En outre, les difficultés économiques et l'instabilité politique prévalant dans nombre de pays en développement influent sur le choix des étudiants étrangers de s'installer dans le pays d'accueil.

Interrogés sur les raisons de leur choix d'étudier à l'étranger dans le cadre d'une enquête sur la mobilité internationale estudiantine en Grande Bretagne, les étudiants anglais interrogés ont insisté sur l'acquisition de la langue, le goût du voyage, la quête de l'épanouissement culturel et de la maturation de la personnalité. Les programmes de mobilité académique sont des catalyseurs de cette mobilité internationale. Cette culture de la mobilité a des incidences positives dans la mobilité internationale estudiantine. Certains étudiants cultivent le goût de la mobilité et construisent un «capital de mobilité». Les étudiants anglais interrogés considèrent la mobilité internationale comme un cercle vertueux: confiance et plus d'estime de soi, compétences linguistiques, maturité, résultats académiques positifs, interculturalité et une vision claire et positive de leur vie, curiosité intellectuelle et opportunités dans le marché du travail. La majorité des étudiants internationaux déclarent avoir émigré soit à titre individuel sur la base d'un autofinancement ou à l'aide de bourses et de subsides de leur gouvernement ou le soutien financier de leurs parents, soit en dehors de toute motivation académique lors des congés sabbatiques marquant le passage à l'université (le phénomène «gap year»).

Les personnes issues de minorités ethniques («socially disadvantaged groups») représentent une proportion faible du nombre d'étudiants internationaux, en raison des difficultés financières, des barrières linguistiques et du manque d'informations. Selon les étudiants interrogés, les barrières à la mobilité estudiantine sont le manque de moyens financiers, l'ignorance de la langue ou le manque de compétences linguistiques, le manque d'informations, les contraintes académiques et institutionnelles. Les universités anglaises mettent l'accent sur l'immatriculation des étudiants étrangers hors de l'espace européen. Les universités et instituts ayant un programme important de mobilité Erasmus sont ceux dont le secteur de la recherche-développement est dynamique. Les universités dont les capacités financières sont importantes ont plus de possibilités d'élaborer des programmes d'échanges d'étudiants et d'attirer d'avantage les étudiants internationaux provenant de milieux aisés et intéressés à la culture de la mobilité. (The Sussex Centre for Migration Research, University of Sussex, and the Centre for Applied Population Research, University of Dundee, idem: 36- 40).

Cependant, cette politique azimuth d'internationalisation de l'éducation, versus attraction et recrutement massif d'étudiants étrangers, soulève de nombreuses controverses. L'internationalisation de l'éducation est-elle un facteur de développement économique et social ou accroît-elle la pauvreté? Est-elle un facteur de fuite des cerveaux, d'aliénation culturelle, de *déprofessionnalisation* ou contribue-t-elle à la formation des élites? Est-elle à l'origine de la dépendance scientifique des pays du Sud et de la marginalisation de l'élite locale? L'une des principales critiques de cette internationalisation de l'éducation est la logique de marchandisation de l'éducation et le manque de vision novatrice par rapport aux programmes et aux modules de formation.

Analysant le modèle australien d'internationalisation de l'éducation, Matthews (idem 373-378) souligne de nombreuses lacunes car les aspirations et les projets des étudiants internationaux sont relégués au second plan au profit de préoccupation marchande. En outre, l'éducation étant un «produit marchand», les impacts sociaux et économiques de l'internationalisation de l'éducation sur les étudiants, sur le système éducatif et sur les économies des pays d'origine ne constituent pas une des préoccupations de leurs promoteurs.

Matthews, à la suite d'autres auteurs, remet en cause le schéma d'assistance technique à travers le programme de bourses destiné aux étudiants originaires d'Asie et d'Afrique étudiant en Australie (programme Colombo), une reproduction du modèle colonial qui entraîne une dépendance scientifique, une fuite des cerveaux et handicape le secteur éducatif des pays en développement. Le modèle actuel d'internationalisation en Australie est basé sur une approche marchande de l'éducation et moins sur une aide ou assistance technique. L'offre payante de cours et de séminaires prime sur le renforcement de la collaboration internationale, la responsabilité et la réciprocité des échanges et les innovations du contenu pédagogique et de la formation. Cette internationalisation, qui se manifeste par un recrutement massif des étudiants asiatiques, a des relents néocolonialistes et orientalistes et génère des relations asymétriques.

Le multiculturalisme (internationalisation interculturelle) est *instrumentalisé* à des fins marchandes, au détriment de la qualité de la formation et de l'intégration des étudiants étrangers. En se fondant sur les études sur le vécu de ces étudiants internationaux entre le racisme, l'intolérance, l'hostilité et le repli sur soi, elle souligne, d'une part, l'importance d'étudier leur situation et expériences et le processus de construction et de déconstruction de leur identité et, d'autre part, la nécessité d'un débat pour une éducation antiraciste et multiculturelle. En s'inspirant de la perspective marxiste, elle conclut que cette internationalisation de l'éducation produit des acteurs du nouveau capitalisme transnational dont la vision est nourrie de capital, d'information et de technologie en l'absence de toute conscience du monde. Du fait de l'emprise néolibérale, cette internationalisation de l'éducation est assujettie aux exigences de la mondialisation économique. Dès lors, sa capacité à répondre aux enjeux et aux défis du multiculturalisme, de l'internationalisation des peuples, des innovations pédagogiques et du curriculum est mise à rude épreuve.

Selon Altbach et Teichler (idem: 17), le manque de financement, la priorité aux besoins et aux problèmes locaux, le conservatisme du milieu universitaire, la sauvegarde de la tradition académique et locale peuvent freiner cette dynamique d'internationalisation. Il existe divers acteurs de l'internationalisation de l'enseignement supérieur. Ceux-ci n'ont pas tous des intérêts convergents. La gestion de la migration estudiantine implique une identification de centres d'intérêts communs pour mieux répondre aux défis de la diversité des acteurs de l'internationalisation de l'éducation (Gouvernement, acteurs du monde académique (universités, organisations professionnelles, enseignants, etc.), ONG, organisations multilatérales (Banque Mondiale, Union européenne, etc.)). En outre, le caractère élitiste de l'internationalisation ne favorise pas la participation des étudiants issus de groupes sociaux défavorisés dans les programmes de mobilité estudiantine. Des efforts doivent être accomplis pour leur faciliter la maîtrise des langues et civilisations étrangères. Le renforcement et la diversification de la coopération internationale entre

les enseignants et chercheurs (connaissance des langues étrangères, opportunités dans le court terme, échanges interdisciplinaires entre spécialistes et institutions) devraient se faire parallèlement à ces programmes d'échanges d'étudiants. Des réflexions devraient être menées en vue d'élaborer des politiques adéquates d'harmonisation des programmes de formation, d'enseignement et de recherche.

Migrations estudiantines: statistiques, tendances internationales et formes

Le critère d'identification des étudiants étrangers se base principalement sur la citoyenneté. Ce critère est biaisé du fait des différences dans les politiques de naturalisation selon qu'il s'agit du pays d'origine ou du pays d'accueil (par exemple, un enfant de migrants non naturalisés est rattaché à son pays d'origine même s'il a vécu longtemps dans le pays d'origine). Il est difficile de faire une distinction claire entre les étudiants étrangers en possession d'un permis de résidence permanent et les étudiants détenteurs d'un permis d'étudiant. En tenant compte uniquement du critère de résidence, on sous-estime ainsi le nombre d'étudiants étrangers (non prise en compte des enfants dont les parents sont immigrés ou tout autre étudiant étranger ayant un statut de résident permanent, ou dont l'adresse est logée chez un parent ou un ami) (OCDE, 2001: 94).

Selon l'UNESCO, les étudiants étrangers représentaient 1,6 millions en 1993-1995. Par extrapolation, le nombre d'étudiants étrangers en 2000 était environ 2 millions. Toutefois, le ratio étudiants étrangers/effectif total des étudiants est demeuré relativement stable. L'axe Sud-Nord constitue la majorité des flux des étudiants internationaux (Altbach & Teichler, idem: 6-7). Les Etats-Unis, la Grande Bretagne, la Suisse, l'Allemagne, la France ou l'Australie sont les principales destinations des étudiants étrangers. A l'échelle européenne, il existe des programmes de mobilité d'étudiants tels que Socrates-Erasmus, Tempus-Erasmus. Des pays tels que l'Australie, le Canada et les Etats-Unis développent des politiques volontaristes de recrutement des étudiants étrangers. De plus en plus de pays comme le Japon, la France et l'Allemagne commencent à alléger les barrières d'entrée au marché de l'emploi. Les pays du Golfe sont aussi actifs dans le recrutement d'étudiants étrangers. Aux Etats-Unis, une large proportion d'étudiants étrangers est inscrite dans les filières de recherche (études doctorales et postdoctorales).

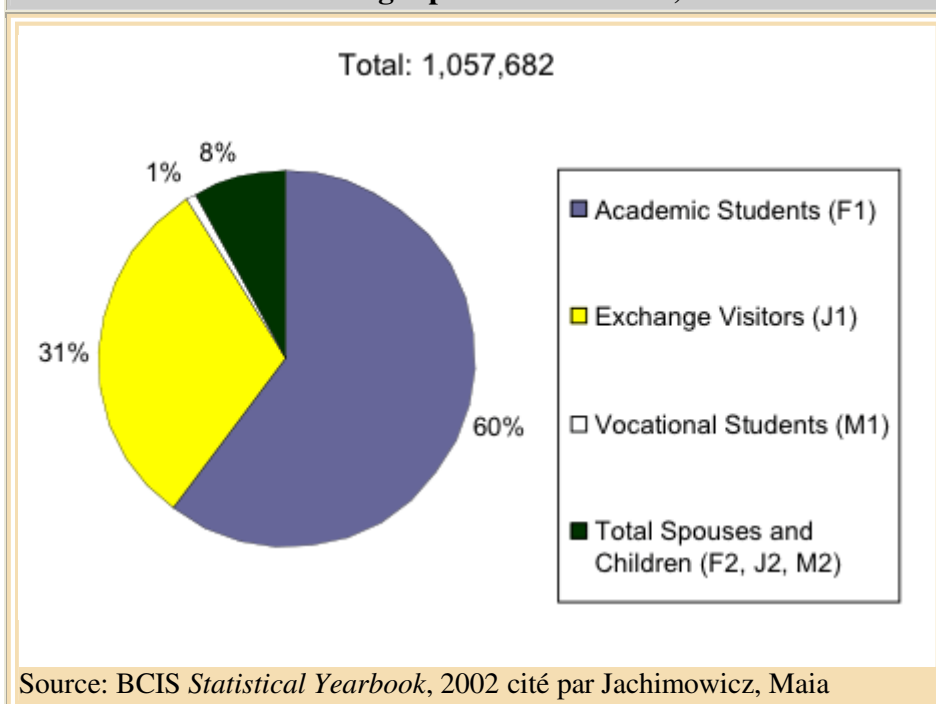
Dans cette partie, nous analysons quelques statistiques sur les migrations internationales estudiantines aux Etats-Unis, en Grande Bretagne, en Suisse, en France et en Australie. Loin de prétendre épuiser la complexité de la mobilité estudiantine, notre objectif est de dégager quelques aspects de cette mobilité dans les pays ci-dessus mentionnés. Notre analyse mettra aussi l'accent sur les programmes de mobilité estudiantine tels qu'Erasmus.

Migrations internationales estudiantines aux Etats-Unis: vers la dégringolade?

Aux Etats-Unis, la majorité des étudiants étrangers sont originaires des pays suivants: Japon, Corée, Chine (y compris Taiwan), Inde, Allemagne, Grande Bretagne, France, Mexique, Canada, Pologne, Brésil, Russie, Turquie, Espagne, Colombie, Thaïlande, Italie, Venezuela, Australie, et Irlande. En 2002, le nombre d'étudiants étrangers et

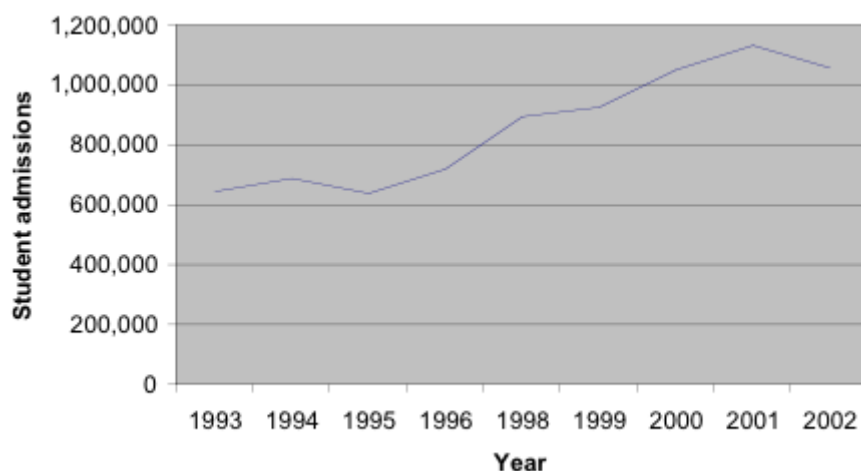
de visiteurs (toutes catégories confondues : academic students (F-1 visa), vocational students (M-1 visa), and exchange visitors (J-1 visa) entrés aux Etats-Unis était d'environ 1 million d'étudiants. Dans la même année, 971,596 étudiants et «exchange visitors» ont bénéficié d'un séjour temporaire selon les catégories (F-1, M-1, J-1). Des possibilités de regroupement familial existent pour les détenteurs de visas (F-2, M-2 et J-2). Les détenteurs de visa F-1 peuvent postuler à d'autres types de visas, s'ils sont sponsorisés par une famille, bénéficient d'un emploi ou sont fiancés à des citoyens américains. Les titulaires de visas M-1 et J-1 peuvent postuler pour changer leur statut bien que les règles soient plus strictes (Jachimowicz, 2003).

Graphique n°1: Foreign student and exchange visitor admissions, FY 2002 (Admission d'étudiants étrangers et de visiteurs dans le cadre d'échanges pour l'année 2002)



Entre 1993 et 2002, le nombre d'admissions d'étudiants étrangers et de visiteurs dans le cadre de programmes d'échanges s'est accru; il était respectivement de 642 677 et de 1,057,682 étudiants, soit une croissance de 64.6%. Toutefois, les statistiques montrent une baisse du nombre de séjours temporaires en général et du nombre d'étudiants étrangers aux USA en particulier, entre 1994 et 1995 et 2001 et 2002 (diminution de 7%), comme le montre le graphique suivant. Cette diminution résulte de l'impact du 11 septembre 2001 (Jachimowicz, 2003).

Graphe n°2: Nombre total d'admission d'étudiants étrangers et de visiteurs dans le cadre d'échanges en 1993-2002 (Total foreign student and exchange visitor admissions, 1993-2002)



Note: There are no reliable data for FY 1997 due to an administrative problem.

Source: BCIS *Statistical Yearbook*, various years; cité par Jachimowicz, Maia

En 1980, les Etats-Unis accueillait plus de 35% de la population des étudiants étrangers. La réputation d'excellence des universités et centres de recherche américains et les perspectives professionnelles intéressantes étaient les principales causes de l'importance de la mobilité estudiantine vers les Etats-Unis. Depuis 1980, cette position de leadership des USA semble contestée par les pays de l'Union européenne, l'Australie, le Canada et le Japon qui ont réalisé beaucoup de progrès pour attirer les étudiants internationaux. Les Etats-Unis ont le stock le plus important d'étudiants étrangers mais ne représentent plus l'acteur dominant. Cette situation s'explique par le relèvement du prestige international de certains pays de l'OCDE (influence politique, qualité de l'enseignement et du programme universitaire), le développement de politiques de marketing efficace pour attirer les étudiants étrangers, en plus de l'existence de structures privées en charge de la mobilité internationale estudiantine. Ce déclin des USA est dû au faible intérêt des chercheurs et des étudiants américains pour les contacts internationaux, la connaissance des cultures et des langues étrangères, au caractère limité des initiatives internationales de ce genre par les institutions académiques américaines (Altbach & Teichler, idem : 11).

La perte de leadership mondial des Etats-Unis dans le domaine de l'éducation internationale suscite de vives inquiétudes de la part des acteurs du système éducatif et des milieux économiques, comme le souligne le rapport de la NAFSA⁴. Ce rapport est un plaidoyer pour la revalorisation de l'éducation internationale et la promotion de la mobilité internationale estudiantine, qui est l'un des piliers fondamentaux de l'économie et de la recherche scientifique et technologique des Etats-Unis. Les événements du 11 septembre ont eu des répercussions négatives sur la migration

⁴ Association of International Educators

internationale estudiantine dont la baisse s'explique aussi par l'absence d'une approche intégrée pour l'accès des étudiants internationaux aux instituts et universités américains, les nombreuses barrières érigées par les autorités gouvernementales (inefficience de la politique de recrutement des étudiants, le manque de coordination entre structures compétentes en la matière, mesures contraignantes imposées aux étudiants dans l'obtention de visas), le coût élevé de l'enseignement et la complexité du système éducatif aux USA. Selon ce rapport, «(...) *international education is part of the solution to terrorism, not part of the problem*». Les recommandations de ce rapport portent sur l'adoption d'une politique intégrée de recrutement des étudiants internationaux, l'allègement des barrières gouvernementales, la recherche d'alternatives aux coûts élevés des études et la mise en œuvre d'un plan de marketing efficace pour une meilleure attractivité du système éducatif américain (NAFSA, 2003).

Migrations internationales estudiantines en Australie: la forte présence des étudiants originaires de pays asiatiques

En 2000, le nombre d'étudiants étrangers "full-paying" était de 181,656 dans les institut et centres d'enseignement en Australie. Les étudiants asiatiques sont majoritaires dans les écoles secondaires (10,122 étudiants asiatiques sur les 12,152 étudiants au total), soit 83% du nombre d'étudiants immatriculés. Dans le degré tertiaire, la majorité des étudiants sont originaires de Malaisie, d'Indonésie, de Singapour et de Hong Kong. L'économie de l'éducation internationale est source de profits. En 2001, les bénéfices au niveau de l'éducation internationale étaient estimés à 3 milliards de dollars australiens. Les retombées économiques sont telles que la politique actuelle consiste à encourager l'augmentation du nombre d'immatriculation d'étudiants étrangers dans les écoles publiques (AEI, 2000, AEI, 1999 b) cité par (Mattews idem: 370).

Tableau n°1: Nouveaux entrants au bénéfice d'un séjour temporaire en Australie (Temporary entrants to Australia) (DIMIA 2000a; DIMIA 2002b; Rizvi 2003; DIMIA 2003c)

	Flow 1999- 2000	Flow 2000- 2001	Flow 2001- 02	Flow 2002-03	Stock 30 June 2001	Stock 30 June 2002
Overseas students/étudiants étrangers	74,428	86,277	97,650	109,610	138,200	154,017

L'Australie est le 3^e pays de l'OCDE en termes de la proportion d'étudiants étrangers dans le niveau tertiaire en 2003. La migration estudiantine asiatique s'est considérablement accrue en Australie. Suite aux massacres de Tienanmen, le nombre d'étudiants chinois a augmenté significativement entre 1998 et 2003 : 67 130 en 1998-1999; 74 428 en 1999-2000; 86 000 en 2000-2001; 97 560 en 2001-2002 et 109 610 en 2002-2003. En 2002-2003, 162 575 visas ont été accordés aux étudiants étrangers, dont 109 610 visas off-shore (Graeme, 2004: 186).

En Australie, la politique de recrutement massif des étudiants étrangers cible essentiellement les étudiants de l'Asie, particulièrement la Chine (surtout après les

massacres de Tienanmen). Le tableau n°2 montre une forte représentation numérique des étudiants originaires de la Chine.

Tableau n° 2: Principaux pays d'origine pour les étudiants étrangers ayant bénéficié d'un visa étudiant en dehors de l'Australie en 2001-02 et en 2002-03 (Major source countries for student visas granted to students outside Australia in 2001-02 and 2002-03)

Offshore student visa grants			
Citizenship	2001-02	Citizenship	2002-03
People's Republic of China	13,452	People's Republic of China	14,215
USA*	8,938	USA*	10,477
Malaysia	7,427	Malaysia*	8,032
Hong Kong	6,862	Korea, Republic of	7,323
Japan	6,243	Hong Kong SAR	6,576

(*) Includes eVisa grants

Source: Rizvi (2002: 42) and Rizvi (2003: 36), cité par Graeme (idem: 186)

Dans une monographie effectuée sur les étudiants chinois en Australie, l'Occident est perçu comme le tremplin pour assouvir leur rêve de liberté et de réussite sociale. La crise profonde suite au massacre de Tienanmen a entraîné le départ à l'étranger de nombreux jeunes chinois. Confrontés à la précarité des conditions de vie, aux coûts élevés de la vie et des études, les étudiants chinois sont pris dans un dilemme: étudier ou travailler? Il en résulte des trajectoires différenciées: les uns s'investissant à temps plein dans les petits boulots contrairement aux dispositions de la loi, les autres étudiant la journée et faisant office de serveurs ou de nettoyeurs la nuit, ou opérant dans le commerce du sexe. Suite aux événements de Tienanmen, plusieurs étudiants chinois ont demandé un statut de réfugié leur garantissant un visa de résident permanent en Australie. En novembre 2003, malgré le désaccord affiché par l'opposition, le Gouvernement, après plusieurs hésitations, entérinait la décision d'accorder le visa permanent à environ 20000 étudiants chinois en Australie. Cette mesure suscita à l'époque des remous politiques et nourrit des inquiétudes au sein de la classe politique australienne du fait des risques de chômage des étudiants chinois, du non respect du système de quota et des tensions raciales éventuelles au sein de la communauté asiatique qui pourraient être liées au favoritisme à l'endroit des étudiants chinois au détriment d'autres demandeurs d'asile tels que les Cambodgiens. Certains étudiants chinois sont devenus des entrepreneurs en Australie, ont des chiffres d'affaires de plus d'1 million de \$ australien et développent des réseaux transnationaux qui contribuent au renforcement du commerce entre l'Australie et la Chine (Gao & Liu, 1998: 27-48).

Migrations internationales estudiantines en Europe: entre politique de recrutement des étudiants internationaux et développement de la mobilité internationale estudiantine intra-zone

Certains pays de l'Union européenne développent des politiques actives visant à encourager la mobilité des étudiants dans le cadre de programmes d'échanges Erasmus, Socrates, etc. La Suède et l'Allemagne ont, avant l'Union européenne, développé des politiques dans ce sens (Altbach & Teichler, idem: 11-12). Le processus de Bologne, système d'harmonisation de l'enseignement supérieur dans l'espace européen impliquant une reconnaissance mutuelle des crédits et des qualifications, et l'élargissement de l'espace européen à de nouveaux Etats de l'Europe de l'Est et du Centre sont aussi des catalyseurs de la migration internationale estudiantine en Europe. Les développements ci-dessous présentent quelques indications statistiques sur les étudiants étrangers en France, en Grande Bretagne et en Suisse et analysent les opportunités et les défis de la mobilité internationale estudiantine dans le cadre du programme Erasmus pour les pays de l'Union européenne (Allemagne, Grande Bretagne, Hollande).

La France et les étudiants étrangers: des défis à relever pour une meilleure compétitivité internationale des universités et instituts français

En 2002, l'effectif d'étudiants étrangers était de l'ordre de 222,000, soit une croissance supérieure à 12% entre 1998 et 2002 (Fabre, 2005). L'effectif des étudiants étrangers dans l'enseignement supérieur en France est passé de 7% à 10% entre 1998 et 2002. En 2002, les étudiants étrangers représentaient 13% de l'effectif total des étudiants dans l'enseignement supérieur. On observe en France une diversité de la migration internationale estudiantine: pays francophones d'Afrique, du Portugal et de la Grèce dans l'Union européenne, auxquels s'ajoutent la Suisse, la Roumanie, la Pologne, la Bulgarie et la Russie en Europe de l'Est, le Liban et la Turquie, la Chine (première zone d'immigration derrière le Maroc et l'Algérie), le Japon, la Corée du sud et le Vietnam en Asie, et enfin les Etats-Unis pour le continent américain. Les étudiants étrangers originaires des pays de l'Union européenne tendent à s'intéresser aux filières littéraires et artistiques et aux formations payantes, à l'instar des étudiants originaires des pays anglo-saxons hors Europe (Canada, Etats-Unis). Les étudiants marocains ont tendance à s'inscrire majoritairement dans les filières scientifiques et techniques, dans les formations universitaires en sciences économiques et en humanités. Les formations universitaires et, dans une moindre mesure, les formations dites «professionnalisantes» dispensées dans les instituts universitaires de technologie attirent aussi les ressortissants des pays d'Afrique francophone en général, et de l'Afrique de l'Ouest et du Centre en particulier. La plupart des étudiants originaires d'Algérie, de la Tunisie et du Moyen-Orient (Palestine, Syrie, et Liban) s'inscrivent dans des programmes de doctorat scientifiques ou littéraires ou en sciences sociales. Les étudiants originaires de l'Afrique de l'Ouest sont faiblement représentés au niveau du troisième cycle (Tomasini, Teissier, et Theuliere, 2005).

Tableau n°3: Part des étudiants étrangers dans les effectifs universitaires (y compris IUT) par année et cycle d'études

	2002-2003 (en %)	2003-2004 (en %)	Evolution 1998- 2003 (en points)
1er cycle	9,2	9,7	3,8
2ème cycle	12,4	13,9	5,8
3ème cycle	23,4	24,8	5,5
Total	12,6	13,7	5,1

Source: MEN – SISE (cité par Tomasini, Magda et al, pages 5-6)

D'après le tableau n°3, les étudiants des pays d'Afrique, surtout ceux de Maghreb, représentaient la moitié de l'effectif des étudiants étrangers en 2003. Le nombre d'étudiants originaires des pays de l'Union européenne a augmenté en 2003, dans une moindre proportion que celui des étudiants étrangers hors Union européenne. Celui-ci a augmenté du fait de la hausse du nombre de non bacheliers. On note aussi une hausse des étudiants provenant des pays d'Asie hors Moyen-Orient, notamment les étudiants chinois; des étudiants d'Amérique Centrale, d'Amérique du Sud, et du Pacifique sud, du fait de l'augmentation de l'effectif des étudiants non bacheliers.⁵

Tableau n°4: Effectifs d'étudiants étrangers par origine géographique, selon leur statut: bachelier ou non bachelier, de 1998-1999 à 2003-2004

NATIONALITE	2002- 2003	2003- 2004	Evolution 1998-2003 (en %)	Contribution des non bacheliers à l'évolution (en points)
UNION EUROPEENNE				
ALLEMAGNE	5,892	6,521	26.0	21.6
ITALIE	4,095	4,452	21.6	23.8
ESPAGNE	3,530	3,778	10.4	16.5
BELGIQUE	2,259	2,570	40.1	30.4
GRANDE BRETAGNE	2,585	2,458	-23.3	-21.6
GRECE	2,168	2,189	-17.8	-16.0
PORTUGAL	2,035	2,153	-15.2	2.5
LUXEMBOURG	1,642	1,747	50.2	40.3
<i>Somme UNION EUROPEENNE</i>	<i>26,976</i>	<i>28,653</i>	<i>7.1</i>	<i>8.5</i>
AUTRES PAYS D'EUROPE				
ROUMANIE	3,466	4,419	124.0	115.4
POLOGNE	2,871	3,175	85.9	76.3
BULGARIE	2,599	2,860	109.4	96.5
RUSSIE	2,284	2,561	101.8	87.2
SUISSE	1,208	1,332	44.0	21.9
<i>Somme AUTRES PAYS D'EUROPE</i>	<i>18,068</i>	<i>20,571</i>	<i>93.1</i>	<i>83.2</i>

⁵ Tomasini, Magda, Teissier, Claire et Theulière, Maël. op. cit. p. 9

MAGHREB				
MAROC	28,563	29,044	81.2	75.7
ALGERIE	17,065	21,672	61.4	71.8
TUNISIE	8,253	9,130	79.8	75.2
<i>Somme MAGHREB</i>	<i>54,987</i>	<i>61,078</i>	<i>73.4</i>	<i>74.2</i>
AUTRES PAYS D'AFRIQUE				
SENEGAL	7,324	8,020	126.0	109.0
CAMEROUN	4,031	4,552	39.9	42.0
COTE D'IVOIRE	3,537	3,726	84.0	67.3
MADAGASCAR	3,256	3,423	54.7	48.8
CONGO	2,821	2,868	31.1	34.2
GABON	2,452	2,654	64.4	61.9
BENIN	1,868	2,050	118.3	113.8
MAURICE	1,778	1,990	86.2	60.9
TOGO	1,434	1,519	62.6	67.0
DJIBOUTI	1,316	1,498	59.7	69.3
MALI	1,374	1,457	222.3	197.8
<i>Somme AUTRES PAYS D'AFRIQUE</i>	<i>38,604</i>	<i>41,688</i>	<i>73.0</i>	<i>66.0</i>
MOYEN ORIENT				
LIBAN	3,871	4,493	82.9	70.6
SYRIE	1,904	2,233	80.8	76.6
TURQUIE	1,975	2,066	20.1	34.1
IRAN	1,314	1,428	-3.6	18.8
<i>Somme MOYEN ORIENT</i>	<i>10,434</i>	<i>11,725</i>	<i>49.1</i>	<i>50.7</i>
AUTRES PAYS D'ASIE				
CHINE	8,774	11,908	766.7	722.9
VIET NAM	2,221	2,877	150.0	147.6
COREE SUD	1,884	1,965	30.0	15.8
JAPON	1,717	1,851	26.7	25.1
<i>Somme AUTRES PAYS D'ASIE</i>	<i>18,479</i>	<i>23,109</i>	<i>177.8</i>	<i>168.0</i>
AMERIQUE DU NORD				
ETATS-UNIS	2,612	2,700	12.5	9.4
CANADA	1,238	1,253	24.2	18.6
<i>Somme AMERIQUE DU NORD</i>	<i>3,850</i>	<i>3,953</i>	<i>16.0</i>	<i>12.1</i>
AMERIQUE DU SUD				
BRESIL	1,551	1,774	40.7	27.8
COLOMBIE	1,577	1,711	119.9	94.9
<i>Somme AMERIQUE DU SUD</i>	<i>5,761</i>	<i>6,362</i>	<i>71.0</i>	<i>53.1</i>
ANTILLES AMERIQUE CENTRALE				
MEXIQUE	1,369	1,425	78.1	71.5
<i>Somme ANTILLES AMERIQUE CENTRALE</i>	<i>2,888</i>	<i>3,075</i>	<i>76.0</i>	<i>62.2</i>
<i>Somme PACIFIQUE SUD</i>	<i>298</i>	<i>359</i>	<i>123.0</i>	<i>101.9</i>
<i>Total</i>	<i>180,494</i>	<i>200,723</i>	<i>64.3</i>	<i>61.1</i>

Source: MEN – SISE (cité par Tomasini, Magda et al, pages 10-11)

En France, des dispositions sévères limitent l'installation des étudiants du Sud. Certaines dispositions visant à exclure les étudiants étrangers du droit au regroupement familial ont échoué. De même, il n'existe pas d'automatisme de la carte de résident pour les étudiants étrangers ayant séjourné plus de 10 ans en France. La politique de la migration étudiante est dès lors ambivalente. Elle oscille entre durcissement des lois pour contrecarrer les velléités d'immigration des étudiants étrangers et attraction en encourageant le recrutement en grand nombre d'étudiants internationaux qui seraient plus à même de contribuer à la renommée internationale et à la compétitivité des universités françaises (Borgogno, Streiff-Fénart, Vollenweider-Andresen, Simon, 1996: 21-22).

Le classement des 500 meilleures universités du monde (dont l'un des critères principaux est le Prix Nobel) établi par l'université de Shanghai (sur les cent premières, quatre seulement sont françaises) et le classement de l'OCDE (la France occupe le 19^e rang sur 26 en matière d'enseignement supérieur) montrent que l'offre universitaire française est peu attractive au niveau international. Dans la compétition pour le recrutement des étudiants internationaux, les universités, pourvues d'un pouvoir financier et intellectuel et créditées d'une excellente réputation, se taillent une large part. L'accueil et la facilitation de l'intégration des étudiants internationaux, l'allègement des barrières institutionnelles pour l'obtention de visa, la création de pôles internationaux au sein des universités et des centres de recherche permettraient une meilleure revalorisation de la destination française (Cerisier- ben Guiga, et Blanc : 2005).

La Grande Bretagne ou l'eldorado des «erasmusiens»

Durant les 25 dernières années on observe une intensification des migrations internationales étudiantes européennes vers la Grande Bretagne. À l'opposé, les flux d'étudiants anglais vers l'étranger sont restés faibles. Par exemple, le nombre d'étudiants anglais est plus élevé dans les pays anglophones tel que les USA que dans les pays européens de l'OCDE en valeur globale.

La Grande Bretagne est l'un des principaux acteurs de la mobilité étudiante Erasmus. Selon les statistiques de la Commission européenne, durant la période 1999-2000, 20,705 étudiants originaires de pays de l'Union européenne ont pu bénéficier de l'expérience de la mobilité alors que seul 10,056 étudiants anglais étaient engagés dans ce programme d'échange. Un tel déséquilibre est aussi caractéristique d'autres pays de l'Union européenne: Irlande (3,075 entrants contre 1,689 sortants), France (17,980; 16,824), Espagne (15,197; 16,297), Allemagne (14,691; 15,715), Italie (8,029; 12,421). La plupart de ces étudiants sont originaires de l'Italie, du Portugal, de la Grèce, de l'Espagne et de la Finlande (King and Ruiz-Gelices, idem: 233).

La part des étudiants anglais dans le programme Erasmus est en diminution contrairement à plusieurs pays de l'OCDE. Conscient du faible ratio des étudiants anglais dans les programmes d'échanges Erasmus et de la forte capacité d'attraction de la Grande Bretagne (voir tableau n°5 et graphique n°3), la Grande Bretagne s'attelle à réduire ce déséquilibre, comme le souligne le rapport sur la mobilité

internationale estudiantine en Grande Bretagne⁶. Cette faible mobilité peut être défavorable à l'économie anglaise dans un contexte de la mondialisation économique où le manque de culture cosmopolitique et multilinguistique peut être un inconvénient majeur pour la compétitivité économique internationale d'un pays.

Le tableau n°5 montre l'existence d'un énorme gap entre le flux des étudiants originaires de pays OCDE vers la Grande Bretagne et le nombre d'étudiants de la Grande Bretagne migrant vers d'autres pays de l'OCDE. En 2000, la Grande Bretagne en accueillait 1,000 étudiants, pour 13,5 étudiants anglais émigrant vers d'autres pays de l'OCDE. Les principales destinations des étudiants anglais sont les Etats-Unis et l'Australie. La Grande Bretagne constitue une destination très prisée chez les étudiants OCDE et hors OCDE, mais, en comparaison avec les autres pays de l'Europe, la mobilité des étudiants anglais vers les pays de l'Union européenne est restée faible. Les pays dont la langue principale d'enseignement est autre que l'anglais sont les principaux «exportateurs» d'étudiants en Grande Bretagne dans le cadre du programme Erasmus (The Sussex Centre for Migration Research et al, idem: 13).

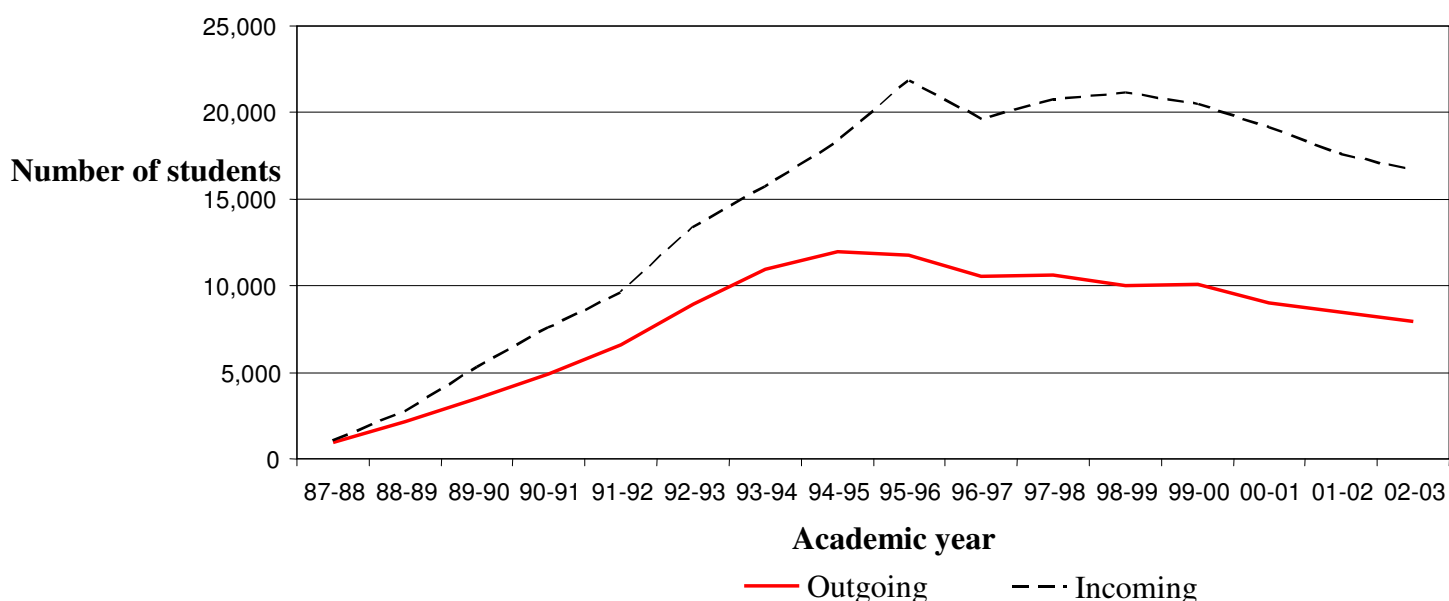
Tableau n°5: Comparaison entre la mobilité estudiantine de la Grande Bretagne (UK), la France, l'Allemagne, et les Etats-Unis vers les principales destinations (A comparison of outward student mobility from UK, France, Germany, Australia and US to principal destinations, 2000 (number of mobile students enrolled in tertiary education in other countries per 1,000 students enrolled in country of origin)

Origin:	UK	France	Germany	Australia	US
Destination					
Australia	2.2	0.1	0.5	-	0.2
Austria	0.1	0.2	2.9	N/a	N/a
Belgium	0.1	4.9	0.3	N/a	N/a
Canada	0.6	2.2	0.4	0.5	0.3
France	1.6	-	2.6	0.2	0.2
Germany	1.3	3.2	-	0.3	0.3
Ireland	0.9	0.3	0.2	0.1	0.1
Japan	0.2	0.1	0.1	0.4	0.1
Netherlands	0.3	0.1	1.1	N/a	N/a
Spain	1.3	2.3	1.9	0.1	0.1
Sweden	0.4	0.5	0.9	0.2	0.1
Switzerland	0.1	1.4	2.7	N/a	N/a
UK	-	6.2	6.6	1.5	0.8
United States	3.8	3.2	4.4	2.9	-
Total	13.5	25.5	26.0	6.3	2.5

Source: *UK Student Mobility Report*, page 13 (Adapted from OECD (2001); N/a = not applicable

⁶ Cette étude analyse les causes de ce faible niveau de mobilité des étudiants anglais (de 11,988 d'étudiants entre 1994-1994 à 7 956 en 2002-2003) à l'intérieur de l'espace européen dans le cadre des programmes d'échanges Socrates-Erasmus. Elle s'intéresse aussi à d'autres formes de mobilité estudiantine dans le degré tertiaire en dehors du programme Erasmus, à la trajectoire migratoire et au profil de ces étudiants anglais internationaux.

Graphique n°3: Arrivée et départ d'étudiants en Grande Bretagne (Etudiants UK – incoming and outgoing students (1987-88 to 2002-03) on Socrates-Erasmus programmes)



Source: UK Student Mobility Report, page 13 (Data from UK Socrates-Erasmus Council)

Au total, la politique de la Grande Bretagne favorise la mobilité internationale estudiantine du fait de ses retombées économiques positives. Le recrutement des étudiants internationaux en dehors de l'espace de l'Union européenne dans l'optique de renforcement des capacités financières, scientifiques et technologiques des instituts et universités est une des priorités principales des acteurs de l'enseignement supérieur, même si, à l'instar des autres pays de destination, des politiques restrictives sont mises en place pour limiter une installation massive des étudiants étrangers (Li et al. 1996: 64-6). En même temps, il y a une volonté de réguler les programmes internationaux d'échanges au sein de l'Union européenne et de créer les conditions pour qu'ils soient bénéfiques à la Grande Bretagne.

Les étudiants étrangers en Suisse ou l'internationalité des hautes études suisses

D'après une étude de l'Office fédéral de la statistique (2005: 14-40), en 2002, le taux d'étudiants étrangers dans le degré tertiaire (hautes écoles, formation professionnelle supérieure) était de 17.2%, soit le deuxième taux au monde après l'Australie. Durant l'année universitaire 2003-2004, l'effectif des étudiants étrangers dans les hautes écoles suisses s'élevait à 30,071 soit 19.7% du nombre total des étudiants, ce qui montre le caractère international des hautes écoles suisses. 21,919 étudiants, soit 72%, sont entrés en Suisse dans le but de poursuivre leurs études. La proportion d'étudiants étrangers est plus élevée au niveau des études universitaires de 3^{ème} cycle. Les étudiants étrangers représentent 40% des candidats au doctorat dans les hautes écoles universitaires en Suisse. Par contre, le nombre d'étudiants de nationalité étrangère inscrits en licence ou préparant un diplôme universitaire (10%) est faible comparé aux étudiants suisses. La proportion d'étudiants étrangers (45.7%) titulaires d'un diplôme universitaire en sciences exactes, en sciences naturelles ou en sciences

techniques est plus élevée que celle des étudiants suisses (26.9%). Le nombre d'étudiants étrangers est plus significatif dans les écoles universitaires ou dans les filières musique (28.4%) et économie (23.1%). L'étude mentionne qu'en ne distinguant pas les étudiants étrangers de ceux qui sont de la deuxième et de la troisième génération (ayant grandi en Suisse) qui «y étaient domiciliés au moment où ils ont achevé leur formation de niveau secondaire II et obtenu leur certificat d'accès à l'enseignement supérieur», on surévalue la migration internationale estudiantine en Suisse. En excluant ce second cas de figure, les étudiants étrangers ou «étudiants scolarisés à l'étranger» représentaient 14.3% de l'ensemble des étudiants au semestre d'hiver 2003/ 2004.

Comme l'indique le tableau n°6, les étudiants européens, surtout ceux originaires de pays limitrophes comme l'Allemagne, l'Autriche, la France et l'Italie, sont très attirés par les hautes écoles universitaires suisses. Les étudiants originaires de ces pays voisins, y compris l'Autriche et le Liechtenstein, représentent le contingent le plus important de la migration estudiantine en Suisse. Les étudiants du continent africain proviennent en majorité du Maroc, de la Tunisie, de l'Algérie, du Cameroun et du Sénégal, alors que la Chine fournit le gros de l'effectif de la migration estudiantine asiatique.

Tableau n°6: Etudiants étrangers scolarisés à l'étranger: les 20 pays d'origine les plus importants

Etat	Nombre
1. Allemagne	5,329
2. France	3,049
3. Italie	1,506
4. Chine	591
5. Autriche	494
6. Russie	479
7. Roumanie	471
8. Espagne	424
9. Pologne	403
10. Maroc	382
11. Liechtenstein	373
12. Turquie	320
13. Cameroun	299
14. Etats-Unis	283
15. Bulgarie	281
16. Tunisie	255
17. Luxembourg	243
18. Algérie	241
19. Sénégal	231
20. Inde	226

Source : Office fédéral de la statistique (2005 : 15)

Le programme européen Erasmus: une bonne pratique en matière de mobilité internationale estudiantine?

Initié en 1987, le programme Erasmus permet aux étudiants européens d'avoir une expérience de la mobilité internationale académique au sein de l'espace Union européenne. Entre 1987 et 2000, environ 750,000 étudiants ayant le niveau tertiaire ont pu profiter de cette expérience de mobilité pour une période allant de 3 à 12 mois. Cette mobilité internationale dans le cadre du programme Erasmus contribue à la construction d'une identité plus favorable à l'Europe, transcendant ainsi les particularités nationales. Ces programmes de sponsor des études à l'étranger contribuent également à l'émergence d'une culture de la mobilité chez les jeunes européens (King and Ruiz-Gelices, 2003: 232).

Le programme Socrates-Erasmus totalise le tiers de la mobilité de tous les étudiants en Europe. Depuis les années 1990, on note une intensification de la mobilité internationale estudiantine grâce à ce programme qui est très populaire en l'Europe. Les innovations dans l'approche européenne à travers Erasmus sont l'horizontalité des échanges, la réciprocité dans les différents aspects, l'articulation entre échanges et développement des curriculums (Altbach & Teichler idem : 13).

Cependant, les transformations dans l'enseignement supérieur en Europe de l'Est et du Centre, ainsi que les problèmes de financement liés à la gestion de la mobilité des étudiants, représentent des défis pour les programmes internationaux d'échanges d'étudiants tels qu'Erasmus. En outre, plusieurs pays européens (surtout non anglophones) ayant un faible flux d'étudiants étrangers nourrissent quelques inquiétudes du fait de leur faible pouvoir d'attraction en comparaison avec les pays anglophones de l'espace européen, qui constituent la principale destination des étudiants étrangers, surtout ceux originaires d'Asie. En Allemagne, le débat se pose sur l'extension de la durée des études en Europe des étudiants allemands, l'introduction d'un système de crédit pour la reconnaissance des études à l'étranger. La politique actuelle en Allemagne tend à mettre l'accent sur les étudiants étrangers talentueux. En Hollande, la question se pose sur la limitation de la durée de séjour à l'étranger des étudiants hollandais en réduisant le nombre d'années d'octroi de la bourse. On note une réduction du nombre d'étudiants hollandais à l'étranger. La priorité est à l'immatriculation des étudiants internationaux extra-Union européenne sur une base payante. En Grande Bretagne, le flux important d'étudiants originaires de pays européens contraste avec le faible volume d'étudiants anglais émigrant vers les pays de l'Union européenne. La question de l'introduction d'un système de paiement pour les étudiants Erasmus est souvent évoquée pour pallier cette situation défavorable. En outre, il existe des initiatives visant à encourager les étudiants anglais à la mobilité internationale et à l'apprentissage des langues étrangères, en particulier, les étudiants issus des groupes sociaux défavorisés (Altbach & Teichler idem: 14-15).

Ces différentes études de cas nous permettent de tirer quelques enseignements. Premièrement, la course à l'internationalisation de l'éducation se manifeste par un accroissement du volume de la migration internationale estudiantine. Cependant, la migration internationale estudiantine entre pays développés s'accroît plus vite à la faveur des programmes de mobilité et de nombreux accords facilitant la circulation des personnes. Deuxièmement, même si cette migration internationale estudiantine

entre pays de destination est importante, l'axe fondamental de la migration estudiantine provient des pays du Sud, principalement des pays asiatiques. Troisièmement, les pays de l'Union européenne sont partagés entre la mise en œuvre de politiques attractives pour recruter massivement les étudiants internationaux hors d'Europe et la redynamisation des échanges interuniversitaires pour faciliter la mobilité au sein de l'espace européen. Quatrièmement, bien qu'exerçant un leadership mondial dans le domaine de l'internationalisation de l'éducation, les États-Unis subissent la concurrence des pays comme l'Australie, la Suisse, la Grande Bretagne, qui constituent des destinations prisées par beaucoup d'étudiants internationaux. Dans les analyses ci-dessous, nous nous interrogerons sur le lien entre migrations internationales estudiantines et migrations des compétences, communément désignées selon l'expression «fuite des cerveaux».

Migrations internationales estudiantines versus fuite des cerveaux?

La migration estudiantine profite-t-elle plus aux pays de destination qu'aux pays d'accueil? Cette migration estudiantine est-elle à l'origine de la fuite des cerveaux? S'agit-il d'une mobilité, d'une migration temporaire, d'une circulation internationale des compétences, d'un cercle vertueux ou d'une perte pour les pays d'origine?

La migration estudiantine versus migration scientifique et technique peut prendre les contours suivants: l'étudiant étranger dans le cadre d'un travail de recherche académique ou appliquée (thèse, dissertation) élabore un document de portée scientifique ou professionnelle donnant lieu à des applications pratiques selon le ou les domaine(s) concerné(s). L'étudiant à travers cette production scientifique participe ainsi aux activités de recherche-développement des universités et des institutions du pays d'accueil. La participation à des programmes de stage dans le cadre de la valorisation pratique des acquis théoriques peut être aussi considérée comme une forme de migration des compétences. En outre, les études sur l'accès des populations migrantes au marché du travail montrent que la probabilité des migrants qualifiés de trouver un emploi dans le pays d'accueil est plus élevée que chez les migrants non qualifiés du fait de leur maîtrise de la langue, de leur familiarisation avec la culture locale et de leurs capacités à s'ajuster aux besoins du marché. Cela n'exclut en rien le fait qu'ils soient confrontés à des difficultés dans le marché du travail. En outre, l'obtention d'un diplôme dans le pays d'accueil est valorisante au plan professionnel et constitue un atout dans la recherche de visa (Tremblay, 2005: 201-204).

La mobilité internationale estudiantine est une préfiguration ou une forme de migration des élites. Des études montrent que la plupart des travailleurs qualifiés exerçant une profession aux États-Unis étaient à l'origine immatriculés dans les universités américaines. Le choix des étudiants étrangers de poursuivre leurs études aux USA est souvent motivé par des projets futurs d'immigration. Le fait d'avoir accédé au niveau d'études supérieures est un atout pour les étudiants étrangers à la recherche d'un visa H-1B aux États-Unis. Cette transition entre migration estudiantine et migration scientifique et technique «permanente» s'opère à travers la *conversion* du visa d'étudiant en visa de travail temporaire ou permanent, mais aussi par le canal du regroupement familial ou l'asile. Dans des pays comme l'Australie, les procédures pour l'obtention d'un visa permanent (disponibles dans le Web) sont

moins contraignantes pour les étudiants étrangers spécialisés dans les technologies de l'information et de la communication. Les migrations estudiantines peuvent se transformer en migrations du personnel scientifique et technique, surtout si le projet migratoire de l'étudiant va au-delà de la formation suivie dans le cadre du cursus académique et tient compte des opportunités de travail dans le pays de destination et de façon générale dans le marché du travail international (Tremblay, idem: 207-212).

Les tests économétriques réalisés par Axel Dreher et Panu Poutvaara (2005) établissent une corrélation positive entre les migrations internationales estudiantines et l'immigration de personnel qualifié. D'après ces tests, la mobilité estudiantine est un déterminant principal du phénomène de la fuite des cerveaux, que la simple explication basée uniquement sur facteur économique (rapport entre PIB des pays d'origine et des pays de destination) ne peut appréhender. L'étudiant étranger met en œuvre des stratégies d'installation dans ce pays d'accueil une fois les études terminées ou au cours de sa formation.

Selon Johnson and Regets (1998), les deux tiers des étudiants étrangers doctorants en science et élèves ingénieurs dans les universités américaines n'ont pas l'intention de retourner dans leur pays d'origine. L'étude de Finn (1999) souligne que 53% des titulaires de doctorat en sciences et en ingénierie de la promotion 1992-1993 avaient une profession aux Etats-Unis en 1997. Le ratio pour les sciences physiques et les mathématiques (61%) est plus élevé que pour les sciences sociales (32%). Cependant, d'autres études soulignent que cette installation n'est pas définitive car certains titulaires de doctorat quittent les Etats-Unis après une certaine période. Il en résulte une forme de mobilité ou de circulation internationale des cerveaux qui montre toute la complexité des trajectoires migratoires des scientifiques et des techniciens. Il existe aussi des mouvements de retour de travailleurs qualifiés vers leur pays d'origine. Ce retour peut être un catalyseur de la recherche scientifique et technologique et contribuer au renforcement du capital humain de ces pays. Cette transition entre migration estudiantine et migration scientifique est plus marquée dans les filières pourvoyeuses d'emplois telles que les sciences physiques, la chimie, les mathématiques, les finances, les nouvelles technologies de l'information et de la communication, l'ingénierie, la médecine.

Le tableau n° 7 présente l'origine géographique du nombre de docteurs en sciences et d'ingénieurs en fonction des régions. Il ressort de ce tableau que l'Asie (7,660) est la région où l'on enregistre le plus de docteurs en sciences et d'ingénieurs formés dans les universités américaines. Suivent ensuite l'Europe (1,253) et l'Amérique du Nord dont principalement le Canada (505). La mobilité estudiantine de l'Europe vers les Etats-Unis est dès lors déterminante. Elle constitue aussi un prélude à la migration scientifique et technique vers ce pays qui exerce une fascination réelle pour les scientifiques et les étudiants européens.

Tableau n°7: Répartition régionale du nombre de docteurs et d'ingénieurs en sciences formés aux Etats-Unis (Regional distribution of the number of S & E doctorates earned in U. S. universities)

Region of the world	Number of S & E doctorates earned in US universities
Asia	7,660
Europe	1,253
North America	505
Africa	424
South America	358
Pacific/ Australia	203
Total	10,493*

* Includes the 63 persons for whom country of citizenship was not known.

Source: NSF/SRS, Survey of Earned Doctorates (cité par Hill, Susan T., 1996)

En 1995, un tiers des titulaires de doctorat en sciences et en ingénierie dans une université américaine avait obtenu un visa permanent de séjour alors que les deux tiers restants bénéficiaient d'un visa de séjour temporaire aux Etats-Unis. Deux tiers d'entre eux (environ 92%), citoyens non américains en possession d'un visa permanent, envisageaient de rester aux Etats-Unis pour les motifs ci-dessous: une moitié d'entre eux étaient inscrits à un programme post-doctoral, un quart d'entre eux avaient un emploi dans le secteur industriel et 13% d'entre eux exerçaient une profession académique (voir tableau n°8). Une étude du National Science Foundation révèle que 40% des docteurs en sciences et ingénieurs aux Etats-Unis (26,515 au total) en 1995 étaient des étudiants étrangers («non-US citizens»). Le nombre de docteurs en sciences et en ingénierie, estimé à 10 493 durant cette période, est réparti comme suit : 1/3 en ingénierie, les 51% en sciences naturelles, les 16% en sciences sociales. Comparativement, la proportion des étudiants de nationalité américaine opérant dans le domaine de l'ingénierie, des sciences naturelles et des sciences sociales est respectivement 15%, 50% et 35%. La majorité des docteurs en sciences et des ingénieurs sont originaires de pays asiatiques, notamment la Chine (2,751), Taiwan (1,239), l'Inde (1,204) et la Corée (1,004) (Hill, 1996).

Tableau n°8: Plan définitif postgrade des étudiants étrangers titulaires d'un doctorat en sciences et en études d'ingénieurs ayant prévu de rester aux États-Unis en 1995 (Definite postgraduation plans of foreign S & E doctorate recipients who planned to remain in the U. S. : 1995 (adapted from the Chart 1) (NSF 96-315))

Plans	Rate %
Post-doctoral study	56
Industrial employment	26
Academic employment	13
Other employment	5

Source: NSF/SRS, Survey of Earned Doctorates

De même, l'étude de Graeme (idem: 187) confirme l'existence d'un lien fort entre les migrations estudiantines asiatiques et les migrations de travail. L'installation éventuelle en Australie dépend de la possibilité ou non de prolonger le visa d'étudiant ou d'acquiescer le statut de résident permanent. En dehors de ces cas de figure, certains étudiants retournent dans leur pays d'origine à la fin des études pour tenter une nouvelle immigration vers l'Australie.

Une étude effectuée auprès des étudiants sénégalais à Genève montrent que la plupart d'entre eux n'excluent pas l'idée de s'installer dans le pays d'accueil une fois leurs études terminées s'ils ne parviennent pas à trouver des opportunités intéressantes sur le plan professionnel dans leur pays d'origine (Dia, 2005: 157-160).

On assiste à un changement du paradigme de la migration des élites africaines. Dans les années 1950-70, l'idée de participation à l'effort de construction nationale et d'africanisation des cadres incitait de nombreux étudiants africains au retour. Le contexte à l'époque était plus favorable au retour des étudiants et cadres qualifiés qui étaient enthousiasmés par les promesses des indépendances africaines, les thèses panafricanistes, les opportunités professionnelles intéressantes ou les possibilités de participation aux prises de décision dans leurs pays (Guèye, 2002).

Les crises cycliques qui ont secoué les pays africains depuis les années 1970 et l'actualité de l'Afropessimisme, de même que l'internationalisation de l'éducation, semblent introduire une nouvelle donne dans les migrations des élites. En effet, on assiste de plus en plus à une revendication par les élites africaines d'un attachement à une citoyenneté mondiale et de leur droit de profiter des opportunités du pays d'accueil et de manière général du marché mondial. Si la grille de lecture pour ce qui est de fuite des cerveaux, d'hémorragie scientifique reste vivace, il n'en demeure pas moins qu'il existe une forme de *positivation* des migrations des étudiants et des élites. Celle-ci est perçue comme une partie intégrante du processus de construction et de consolidation de l'itinéraire du scientifique et du chercheur. Le prestige international associé aux diplômes obtenus dans les universités américaines ou européennes et à l'exercice d'une profession dans un pays développé (et les possibilités d'envois

monétaires et de standing de vie élevé qui en résultent) entraînent une vision moins dramatique de cette migration (Dia, idem: 162-163).

Li et al. (1996) soulignent que la conversion du visa d'étudiant au visa de résident permanent n'est pas sans difficultés. Dans leur désir de s'installer et de s'insérer dans le marché du travail du pays de destination, les étudiants doivent faire face aux multiples barrières visant à endiguer l'immigration permanente, comme ils le montrent dans l'étude de cas sur les étudiants de Hong Kong.

Des barrières au marché de l'emploi persistent, avec des risques de déprofessionnalisation quand les migrants qualifiés n'arrivent pas à trouver un emploi en adéquation avec leurs compétences et leurs qualifications professionnelles. Ce que certains auteurs qualifient de «brain waste» (voir Shuval, J. T. & Berstein J., 1996). Des recherches effectuées au Canada et en Australie montrent une sous-utilisation des cadres qualifiés ou leur concentration dans des emplois qui sont en dessous de leurs compétences et de leurs qualifications initiales. Selon une étude sur les migrants qualifiés chinois en Australie, le paradoxe est le suivant: si la sélection des migrants du Sud se base sur les compétences, les qualifications et le rôle que le migrant pourrait apporter à leur économie, à l'arrivée du fait de difficultés d'intégration, certains sont obligés de s'adonner à des activités de survie ou en dehors de leur qualification, avec des risques de «déprofessionnalisation»⁷. Selon une étude faite sur les médecins nigériens⁸, le phénomène du «brain waste» peut être inhérent à l'environnement professionnel des pays en développement (échecs scolaires, problèmes d'insertion professionnelle, etc.) et constituer une cause des migrations vers les pays du Nord. C'est pourquoi il serait intéressant d'étudier d'avantage le processus de modification de migration estudiantine en s'intéressant aux nouvelles configurations (migration scientifique et intégration réussie dans le marché du travail du pays d'accueil, «brain waste» (perte de cerveaux), circulation, retour?).

Les migrations estudiantines, dès lors, sont une des dimensions fondamentales des migrations scientifiques et techniques internationales ou une étape dans ce processus et ne devraient pas être perçues comme un phénomène passager. Ces migrations constituent un terreau propice aux migrations internationales de travailleurs qualifiés:

Student migration therefore needs to be seen as part of the dense and interconnected flows of skilled migrants amongst the more developed economies, and as a structural feature of internationalized economies, rather than a transitory feature to be eliminated by economic and educational convergence (Balá and Williams, 2004: 235).

Les pays en développement sont confrontés à un flux massif de leurs étudiants vers les pays développés. Certains étudiants originaires de pays en développement bénéficient d'aides financières et du sponsoring de leurs gouvernements respectifs.

⁷ Immigrant 'brain waste' weakening economy, says professor
<http://www.newsandevents.utoronto.ca/bin2/020318a.asp>, China's brain drain is our brain waste
September 21, 2004

<http://smh.com.au/articles/2004/09/20/1095651256166.html?oneclick=true>

⁸ *Managing brain drain and brain waste of health workers in Nigeria* Article: Stilwell et al.
Bulletin of the World Health Organization. 2004 82:595-600
http://www.who.int/bulletin/bulletin_board/82/stilwell1/en/print.html

Cependant, cette mobilité internationale estudiantine s'opère souvent en dehors des canaux étatiques. Les conséquences de cette migration ou de cette fuite des cerveaux sont à la fois d'ordre financier et humain. Le transfert de technologie et de connaissance ne semble pas non plus la panacée car l'identification des priorités en matière de recherche scientifique et technologique échoit aux pays développés. Les envois monétaires, les investissements sociaux et économiques et l'élaboration de réseaux scientifiques et d'affaires par les migrants peuvent avoir des incidences positives pour le pays d'origine. Pour les pays de destination, la présence des étudiants étrangers a des retombées positives au niveau de l'économie et de la recherche-développement. Elle apporte un souffle nouveau à la vie académique et scientifique et est un catalyseur de la croissance économique et du renforcement des capacités financières et scientifiques des universités.

Certains pays asiatiques ont su bénéficier de cette mobilité en attirant leur personnel qualifié immigré grâce à la croissance économique et au dynamisme de leur marché. Taiwan est considéré comme un modèle de bonne pratique en matière de gestion des migrations scientifiques et techniques internationales. Entre 1970 et 1980, plus de 20% des étudiants taiwanais diplômés étudiaient à l'étranger au niveau supérieur. Entre 1985-1990, 50,000 migrants taiwanais étaient de retour dans leur pays d'origine. Le nombre des étudiants taiwanais de retour était estimé à 33%. Le boom du secteur high-tech de même que la croissance économique résultent de l'apport en capital humain, financier et technologique induits par ces retours de cadres qualifiés. L'une des clés du succès de Taiwan est la priorité accordée au financement de l'éducation de base et de la formation professionnelle (80% du budget de l'éducation alloué aux écoles primaires et secondaires), contrairement à de nombreux pays en développement. En outre, il existe une forte synergie entre la formation professionnelle et le secteur industriel. Ce secteur recrute bon nombre de jeunes formés dans les écoles professionnelles taiwanais, ce qui réduit le volume des migrations internationales estudiantines. D'autres mesures (services militaires, pas d'octroi de bourses gouvernementales) ont permis de limiter le nombre d'étudiants taiwanais à l'étranger. Les possibilités d'étudier à l'extérieur pour des études supérieures étant ainsi plus accessibles pour les étudiants issus de milieux fortunés. Les migrants qualifiés taiwanais ont joué un rôle fondamental dans l'industrialisation rapide de Taiwan. La politique du Gouvernement a consisté à créer des connections formelles et informelles entre les migrants qualifiés et les opérateurs économiques nationaux, à recruter des migrants qualifiés, à mettre en place une base de données pour identifier les compétences et les qualifications à l'étranger, à offrir des facilités pour les candidats au retour définitif ou temporaire et à les associer dans la formulation des politiques de développement national. La création du Hsinchu Science-based Industrial Park, selon le modèle du Silicone Valley, a redynamisé la recherche scientifique et technologique avec l'apport de l'expertise scientifique, technique et managériale des taiwanais à l'étranger (O'Neil, 2003).

Le retour des étudiants vers leur pays d'origine et le recours à leur expertise et leur compétence, quelque soit leur localisation géographique, peuvent être un catalyseur de transformations sociales, économiques et politiques. La mobilité internationale estudiantine représente un important marché mondial de services pour les pays riches (Skeldon, 1997: 109).

Conclusion et perspectives

La mobilité internationale estudiantine est la migration d'étudiants pour poursuivre des études (souvent de niveau supérieur), exercer une activité professionnelle soit dans le cadre de programmes d'échanges ou d'un placement professionnel. La proximité géographique, culturelle, linguistique et institutionnelle est l'un des principaux déterminants de la migration internationale estudiantine. Les migrations internationales estudiantines représentent un des moteurs de la mondialisation de l'éducation.

Notre travail a consisté à analyser les déterminants et les tendances de l'internationalisation de l'éducation, le lien entre migrations estudiantines et migrations scientifiques internationales. Les études de cas sur les migrations estudiantines se sont basées sur quelques données statistiques sur la présence des étudiants étrangers en Suisse, en France, aux Etats-Unis, en Grande Bretagne et en Australie.

L'internationalisation de l'éducation s'inscrit dans une mouvance de l'économie mondiale avec un marché mondial des travailleurs en expansion et un système de communication basé sur Internet qui facilitent les échanges et l'enseignement à distance. L'objectif visé à travers l'internationalisation est l'accumulation de capitaux, l'acquisition de nouveaux marchés et le développement du commerce. Son importance dans l'économie et dans le renforcement des capacités scientifiques et financières des universités et des pays de destination est telle que des politiques attractives sont mises en œuvre pour attirer les étudiants internationaux. Les Etats-Unis, l'Australie, la Grande Bretagne et la Suisse se singularisent par l'internationalité de leurs universités et instituts des hautes études. D'autres pays comme la France, conscients du rôle fondamental de l'internationalisation de l'éducation dans la compétition économique internationale, développent des politiques attractives pour mieux vendre leur destination. Les Etats-Unis ont une forte tradition d'internationalisation de l'éducation. Cependant, depuis les événements du 11 septembre 2001, de réelles inquiétudes persistent sur la politique d'internationalisation du fait de la diminution du nombre des étudiants étrangers et des dispositions sécuritaires dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. En même temps, les innovations dans le cadre de la mobilité estudiantine entreprises par des pays de l'Union européenne, les politiques attractives menées par l'Australie visent à contrebalancer la position de leadership mondial des Etats-Unis.

Cette migration internationale estudiantine est-elle passagère? Est-elle une préfiguration ou une forme de migrations scientifiques internationales? Plusieurs études menées au niveau des pays d'origine et d'accueil tendent à confirmer le lien fort existant entre les migrations estudiantines et les migrations scientifiques internationales. Cette continuité s'opère entre autres à travers l'intégration entre l'éducation et la formation (stage, sponsors de certaines firmes, etc.), le programme postdoctoral, la recherche d'un visa de résident permanent, etc. La période de séjour durant les études est une opportunité pour mettre en œuvre des stratégies d'installation.

Les migrations internationales estudiantines sont appelées à s'accroître durant les prochaines années. S'il en est ainsi, c'est, d'une part, qu'elles jouent un rôle

fondamental dans la vie intellectuelle et socioéconomique des pays hôtes, et que, d'autre part, les étudiants - surtout ceux provenant des pays du Sud - perçoivent la mobilité comme une étape prépondérante dans leur itinéraire intellectuel, professionnel et/ou social. De nombreux défis se posent quant à la gestion de la migration internationale estudiantine.

Cohérence des politiques

Ces derniers sont partagés entre des exigences souvent contradictoires: attirer les étudiants, bénéficier de leur apport, renforcer la croissance économique, protéger le marché du travail pour les locaux, et maintenir le bien-être, l'équilibre budgétaire et la stabilité sociale et politique. L'objectif est d'attirer les étudiants internationaux, de sélectionner les talents qui pourraient booster l'économie à moindre coût tout en limitant les externalités d'une migration internationale estudiantine. L'accueil des étudiants internationaux devrait être bénéfique aux pays hôtes pour autant qu'il ne soit source de déséquilibres et de tensions, d'où la fixation d'un seuil de tolérance, se traduisant par une régulation des flux d'étudiants, des dispositions sévères pour limiter le séjour des étudiants et toutes velléités de migration permanente. Pour les destinations traditionnelles, l'accueil des étudiants étrangers du fait de l'attractivité des universités et instituts de recherche ne devrait pas se faire au détriment de la mobilité internationale des étudiants (nationaux). L'exemple de la Grande Bretagne qui cherche un équilibre entre l'accueil massif des étudiants européens dans le cadre du programme Erasmus et l'encouragement des étudiants anglais à la mobilité pour combler le «retard» de la Grande Bretagne sur les autres pays de l'Union européenne nous renseigne sur la difficulté d'harmoniser politiques régionales et intérêts nationaux.

La question de la fuite des cerveaux

Pour les pays de départ, l'intensification des migrations internationales estudiantines est perçue négativement car elle accroît le phénomène de la fuite des cerveaux. Les pertes occasionnées par cette migration de compétences ne peuvent pas être compensées par le transfert de revenu et les envois monétaires. Les différentes études de cas nous montrent que la politique d'internationalisation de l'éducation tend à concilier l'option qualitative (sélection des étudiants les plus méritants) et quantitative (recrutement massif d'étudiants comme nous le montre l'exemple de l'Australie). L'une des conséquences de cette internationalisation est que l'éducation est de plus en plus perçue comme un produit marchand. L'accent est mis sur le recrutement d'étudiants étrangers et la multiplication d'offres éducatives payantes et de politique de marketing pour répondre à la compétition internationale dans ce domaine. Avec le désengagement des Etats du Sud suite aux restrictions budgétaires imposées par les institutions de Bretton Woods, il est à craindre une plus grande élitisation des migrations internationales estudiantines. En même temps, la forte tendance à l'individualisation des migrations internationales estudiantines (en dehors des canevas étatiques) montre une diversité des acteurs sociaux impliqués et constitue un défi pour les décideurs et les spécialistes, car au delà de la formation au savoir et au savoir faire, ces migrations expriment un désir de s'extirper de la misère, de la crise économique,

de la marginalisation sur le marché mondial, du chômage, du sous emploi et de la violation des libertés fondamentales.

Partage équitable des bénéfices de la migration internationale estudiantine

L'autre difficulté est de gérer les migrations estudiantines pour qu'elles soient bénéfiques à la fois pour les pays de destination et les pays de départ. Cela implique une identification des étudiants étrangers au départ et à l'arrivée (spécialisation, localisation géographique, etc.), le suivi des étudiants, une gestion des transferts financiers et de technologies; en somme, tout un investissement humain et financier considérable que bon nombre de pays de départ peuvent se permettre.

La question du retour des étudiants étrangers vers leur pays d'origine

De même, le retour des étudiants étrangers est reporté ou remis en cause si l'on considère que les facteurs de répulsion à l'origine de la migration estudiantine persistent et constituent les mêmes facteurs qui les incitent à rester dans le pays d'accueil ou dans d'autres projets migratoires, dans un contexte marqué de plus en plus par la circulation et le transnationalisme. Certains pays ont expérimenté des politiques d'incitation au retour avec des résultats plus ou moins mitigés: connexion entre migrants et communautés scientifiques locales sous la forme d'associations et de réseaux, retours temporaires, exonération de taxes, encouragement à l'initiative individuelle (projets, entrepreneuriat), double passeport.

L'accueil des étudiants internationaux

Celui-ci est déterminant dans la course à l'internationalisation de l'éducation. Les étudiants étrangers sont-ils familiarisés avec les lois migratoires des pays hôtes? Les services compétents de leur pays d'origine supervisent-ils la présence de leurs nationaux à l'étranger pour éviter les situations de marginalisation, d'exclusion et de vulnérabilité? Développent-ils des politiques pour un meilleur accueil de leurs étudiants, la reconnaissance de leurs diplômes, de leur curriculum et l'adéquation de leur formation aux préoccupations concrètes de développement national? Comment les pays d'accueil font-ils face au racisme, à l'indifférence et à l'hostilité vécue par les étudiants étrangers ou internationaux? Les politiques d'accueil des étudiants étrangers devraient tenir compte de l'intégration et de la promotion et de la protection de leurs droits fondamentaux au même titre que les étudiants nationaux. Ce qui n'est pas souvent le cas à cause du système de préférence nationale.

La gestion des migrations internationales estudiantines devrait figurer dans l'agenda sur les migrations internationales. Plusieurs pistes méritent d'être explorées par les chercheurs et spécialistes: l'identification des étudiants étrangers, le renforcement du potentiel scientifique et technologique et la revalorisation de la formation professionnelle des pays de départ, la coopération technique dans la prévention et la gestion des migrations internationales des étudiants et des travailleurs qualifiés, la promotion de la mobilité et la création de pôles scientifiques et technologiques dans les pays de départ.

Une identification des centres d'intérêts communs pour mieux répondre à la gestion de la diversité des acteurs de l'internationalisation de l'éducation (Gouvernement, acteurs du monde académique (universités, organisations professionnelles, enseignants, etc.), ONG, organisations multilatérales (Banque Mondiale, Union européenne, etc.) serait également souhaitable.

REFERENCES

Altbach, P. G & Teichler, U. (2001) “Internationalization and exchanges in a globalized university” in *Journal of Studies in International Education*, vol. 5 n° 1, spring 2001 Pp 5-25 Association for Studies in International Education

Balá, V. and Williams, A. M. (2004) ‘Been There, Done That’: International Student Migration and Human Capital Transfers from the UK to Slovakia in *Population, space and place Popul. Space Place* 10, 217–237 Published online in Wiley InterScience (www.interscience.wiley.com). DOI: 10.1002/psp.316

Borgogno V., Streiff-Fénart, J. , Vollenweider- Andresen L. , Simon V. (1996) *Les étudiants étrangers en France, trajectoires et devenir* in *Migrations Etudes Revue de synthèse sur l’immigration et la présence étrangère en France* N° 67 - juillet-août

Cerisier- ben Guiga, M. et Blanc, J. (2005) *Rapport d’information fait au nom de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur l’accueil des étudiants étrangers en France* N° 446 Sénat Session ordinaire de 2004-2005

Dia, I. A. (2005) « Déterminants, enjeux et perceptions des migrations scientifiques internationales africaines: le cas du Sénégal » in Special Issue: *African Migrations. Historical Perspectives and Contemporary Dynamics* Stichproben Wiener Zeitschrift für kritische Afrikastudien. Vienna Journal of African Studies Nr. 8/2005 141-172 Vienna

Dreher, A. and Poutvaara, P. (2005) *Student Flows and Migration: An Empirical Analysis* IZA D. P N°. 1612 The Institute for the Study of Labor (IZA) May. Bonn: Germany

Gao Mobo C. F. & Liu, Xi’ an. (1998) “From student to citizen: A survey of students from the People’s Republic of China (PRC) in Australia” *International Migration* Vol. 36 (1) 27-48 International Organization for Migration Oxford: London

Graeme, J. H. (2004) *International migration and labour markets in Asia: Australia country paper*. Paper prepared for the tenth workshop on international migration and labour markets in Asia organized by the Japan Institute for Labour Policy and Training (JILPT) supported by the Government of Japan, the Organization for Economic Cooperation and Development (OECD) and the International Labour Organization, 5-6 February

Finn, M. G. (1999), *Stay Rates of Foreign Doctorate Recipients From U. S. Universities*, Oak Ridge Institute for Science and Education.

Jachimowicz, M. (2003) *Us in Focus Foreign Students and Exchange Visitors* Migration Policy Institute September 1 (Consulté le 18 Octobre 2005)
[<http://www.migrationinformation.org/USfocus/display.cfm?ID=158#1>]

Johnson JM, Regets M. (1998) *International mobility of scientists and engineers to the USA – brain drain or brain circulation? NSF Issue Brief* 98–316, 22 June.

Hill, Susan T. (1996) Non- U. S. Citizens are 40 percent of S & E doctorate recipients from U. S. universities in 1995 Sciences Resources Studies Division National Science Foundation. Consulté le 26 octobre 2005 [<http://www.nsf.gov/statistics/doctorates/>]

King, R. and Ruiz-Gelices, E. (2003) “International student migration and the European «Year Abroad»: Effects on European identity and subsequent migration behaviour” in *International Journal of Population Geography* 9, 229-252 Published online in Wiley Interscience (www.interscience.wiley.com) DOI: 10. 1002/ijpg. 280 229-230

Li FLN, Findlay A. M., Jowett A. J., Skeldon R. (1996) “Migrating to learn and learning to migrate: a study of the experiences and intentions of international student migrants.” *International Journal of Population Geography* 2: 51-67

Mattews, J. (2002) International education and internationalisation are not the same as Globalisation: Emerging issues for secondary schools in *Journal of Studies in the International Education*. Vol. 6 n° 4, winter Association for Studies in International Education

NAFSA (2003) *In America's Interest: Welcoming International Students Report of NAFSA's Strategic Task Force on International Student Access* Association of International Educators NAFSA: Washington, DC

OCDE (2001) Trends in international migrations. Continuous reporting system on migration Annual report 2001 edition.

Office fédéral de la statistique *Internationalité des hautes écoles suisses – Etudiants et personnel : un état de la situation.*

O' Neil, Kevin (2003) “Brain Drain and Gain: The Case of Taiwan” Migration Policy Institute September 1

Shuval J. T. & Bernstein J. (1996) “The Dynamics of Professional Commitment: Immigrant Physicians from the Former Soviet Union in Israel in Health – Israel” *Social Science & Medicine*, vol. 42, n° 7, pp 965-974

Skeldon R. (1997) *Migration and Development: A Global Perspective*. Longman: London

Sussex Centre for Migration Research, University of Sussex, and the Centre for Applied Population Research, University of Dundee (2004) *International student mobility* Report commissioned by HEFCE, SHEFC, HEFCW, DEL, DfES, UK Socrates Erasmus Council, HEURO, BUTEX and the British Council. July/30 Issue Paper Higher Education Funding Council for England (HEFCE): London

Tomasini, M., Teissier, C. et Theulière, M. *Les étudiants étrangers en France* Communication présentée lors des Rencontres Jeunes et Sociétés en Europe et autour de la Méditerranée 24-25-26 octobre 2005 à l'IUFM, 63 La Canebière, Marseille <http://jeunes-et-societes.cereq.fr/index.htm> [Consulté le 17 octobre 2005]

Tremblay, K. (2005) “Academic mobility and immigration” in *Journal of Studies in International Education*, Vol. 9 N°. 3, Fall 196-228